

# **Cycle du développement de Doha: défis et possibilités pour la région**

**Rapport de l'atelier tenu du 20 au 22 mai 2010**

**Sénat de la République**

**Mexico (Mexique)**

---

Présenté par:

Forum interparlementaire des Amériques (FIPA)

Organisation mondiale du commerce (OMC)





WORLD TRADE ORGANIZATION  
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE  
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO



## REMERCIEMENTS

Les organisateurs remercient le Sénat mexicain, en particulier Madame la sénatrice Adriana González Carrillo et son équipe, ainsi que la Coordination générale des affaires internationales et des relations parlementaires, de leur collaboration lors des préparatifs et du déroulement de l'activité et de leur soutien généreux. Ils expriment également leur gratitude aux conférenciers et aux modérateurs pour leur précieuse contribution aux travaux de l'atelier, et à l'Agence canadienne pour le développement international pour son soutien financier. Ils adressent enfin leurs remerciements à la Chambre des députés mexicaine et au Ministère des relations extérieures pour leur appui.

\*\*\*\*\*

# Canada

Projet réalisé grâce au soutien financier du gouvernement canadien par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).



**LES PARTICIPANTS A L'ATELIER INTITULE "LE CYCLE DU DEVELOPPEMENT DE DOHA: DEFIS ET POSSIBILITES POUR LA REGION"**

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	3
1. INTRODUCTION.....	5
1.1 Objectifs de l'atelier .....	5
1.2 Aperçu du programme.....	5
2. DEROULEMENT DE L'ATELIER.....	6
2.1 Cérémonie d'ouverture.....	6
2.2 Première séance: Le Programme de Doha pour le développement. État actuel des négociations (y compris sur l'agriculture) .....	7
2.3 Deuxième séance: Le Programme de Doha pour le développement. État actuel des négociations – Commerce des services et position du Mexique.....	8
2.4 Troisième séance: Le Programme de Doha pour le développement. État actuel des négociations – Accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA).....	9
2.5 Première table ronde pour les parlementaires .....	10
2.6 Quatrième séance – Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC: introduction et état actuel des négociations .....	10
2.7 Cinquième séance – Le système multilatéral et les nouveaux accords commerciaux régionaux.....	11
2.8 Sixième séance – La politique de la concurrence et le système commercial multilatéral à l'heure de la crise économique mondiale .....	12
2.9 Seconde table ronde pour les parlementaires .....	12
2.10 Septième séance – Défis du développement et libéralisation des échanges: pauvreté et égalité des sexes.....	12
2.11 Huitième séance – La dimension parlementaire du commerce .....	13
2.12 Clôture .....	14
3. CONCLUSIONS.....	15
4. ANNEXES.....	16
4.1 Annexe 1 – Liste des participants .....	16
4.3 Annexe 2 – Programme .....	19



## 1. Introduction

L'atelier intitulé "Le Cycle du développement de Doha: défis et possibilités pour la région", destiné aux parlementaires du continent américain, s'est déroulé à Mexico (Mexique) du 20 au 22 mai 2010. L'activité a été organisée par le Sénat mexicain, le Forum interparlementaire des Amériques (FIPA) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Y ont assisté 37 parlementaires venus des États suivants: Antigua-et-Barbuda, Belize, Canada, Colombie, Cuba, Chili, Équateur, Grenade, Guatemala, Jamaïque, Mexique, Saint-Kitts-Et-Nevis, Sainte-Lucie, Paraguay, Pérou et Uruguay.

Le travail du FIPA et de l'OMC a reçu l'appui de diverses organisations telles que le Sénat mexicain, qui a accueilli l'atelier, et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), par l'intermédiaire du soutien financier apporté au Secrétariat technique du FIPA, ainsi que la Chambre des députés de l'Union et le Ministère mexicain des relations extérieures qui ont convié les participants à des déjeuners officiels.

### 1.1 Objectifs de l'atelier

En raison de la prolifération des accords commerciaux et des politiques nationales connexes, il est devenu prioritaire que les parlementaires connaissent les politiques commerciales. S'ils veulent représenter efficacement les intérêts de leurs électeurs dans la mise en œuvre au niveau national des accords commerciaux internationaux, il est nécessaire qu'ils se familiarisent avec ce domaine d'une grande complexité.

L'atelier "Le Cycle du développement de Doha: défis et possibilités pour la région" destiné aux parlementaires a été le deuxième atelier organisé conjointement par le FIPA et l'OMC, le premier ayant eu lieu à San José (Costa Rica) en novembre 2008.

L'activité visait les objectifs suivants: faire mieux connaître le système commercial multilatéral et l'état des négociations dans le cadre du *Programme de Doha pour le développement*; offrir un lieu où les participants puissent débattre et échanger des idées et des points de vue sur la teneur des négociations et leurs éventuelles incidences sur les pays de la région ainsi que sur d'autres thèmes d'intérêt régional, et enfin susciter un débat ouvert sur le rôle que peuvent jouer les parlementaires, les organisations internationales et le commerce dans la promotion du développement.

### 1.2 Aperçu du programme

L'atelier comportait des modules techniques complétés par des tables rondes qui visaient à établir un lien entre le thème abordé et l'expérience des parlementaires et des questions d'actualité.

Le premier jour de l'atelier a été consacré à une présentation de l'état actuel des négociations dans le cadre du *Programme de Doha pour le développement*, y compris dans les domaines de l'agriculture, du commerce des services et de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). Le deuxième jour, le débat a porté sur le *Mémoire d'accord de l'OMC sur le règlement des différends*, sur les nouveaux accords régionaux relatifs au commerce et à la politique de concurrence ainsi que sur le système commercial multilatéral dans le contexte de la

crise économique mondiale. Le troisième jour a été l'occasion de débattre de thèmes connexes, grâce à un exposé sur les défis et sur les liens existant entre la libéralisation du commerce et le développement, la pauvreté et l'égalité des sexes. Le rôle des parlements dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique commerciale a également fait l'objet de débats en petits groupes.

*(Le programme complet de l'atelier est présenté à l'annexe 2.)*

## **2. Déroulement de l'atelier**

### **2.1 Cérémonie d'ouverture**

La cérémonie d'ouverture a eu lieu au siège du Sénat mexicain, dans le patio central, en présence de M. le sénateur Gustavo Madero Muñoz, Président du Conseil de coordination politique du Sénat de la République, de M. le sénateur Ricardo García Cervantes, Vice-Président du Bureau du Sénat de la République, de M. le député Felipe Solís Acero, Vice-Président du Bureau de la Chambre des députés, de Mme la sénatrice Adriana González Carrillo, Secrétaire de la Commission des relations extérieures du Sénat mexicain et Membre du Comité exécutif du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA), de Mme l'Ambassadrice Eréndira Araceli Paz Campos, Directrice générale, Organismes économiques régionaux et multilatéraux, Ministère mexicain des relations extérieures, de M. Eduardo Javier Ramos Dávalos, Chef de l'Unité de coordination des négociations internationales, Ministère mexicain de l'économie, et de Mme María Pérez-Esteve, Conseillère, Division de l'information et des relations extérieures, Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Étaient également présents 40 parlementaires de la région.

Mme la sénatrice Adriana González Carrillo, Secrétaire de la Commission des relations extérieures du Sénat mexicain et représentante du Mexique au Comité exécutif du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA), a souhaité la bienvenue aux participants et a exprimé sa gratitude aux parrains de l'atelier. Elle a souligné dans son discours l'importance de déployer des efforts pour parvenir à un commerce international plus juste et plus durable et a saisi cette occasion pour s'élever vigoureusement contre la loi sur l'immigration de l'État de l'Arizona (États-Unis).

Puis ce fut au tour de la Conseillère de la Division de l'information et des relations extérieures, Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce, Mme María Pérez-Esteve, de prendre la parole pour expliquer les objectifs de l'atelier et son importance en tant qu'outil permettant de favoriser une plus grande transparence des négociations commerciales multilatérales. Elle a ainsi mis en relief l'importante fonction de liaison exercée par les parlementaires entre les citoyens et les gouvernements chargés de négocier les accords commerciaux. Elle a également mis l'accent sur l'importance de mener à terme le *Cycle du développement de Doha*, notamment pour stimuler l'économie et faire contrepoids aux mesures protectionnistes prises du fait de la crise économique et financière de 2009.

Mme l'Ambassadrice Eréndira Araceli Paz Campos, Directrice générale, Organismes économiques régionaux et multilatéraux, Ministère des relations extérieures du Mexique, a ensuite exposé les objectifs de la politique commerciale mexicaine et a insisté sur les avantages offerts par le

système multilatéral de l'OMC, en particulier par le mécanisme de règlement des différends mis à la disposition de ses Membres.

Puis, M. Eduardo Javier Ramos Dávalos, Chef de l'Unité de coordination des négociations internationales du Ministère mexicain de l'économie, a parlé des avantages offerts par l'OMC, en ce qui concerne notamment la définition des niveaux d'ouverture et la possibilité de traiter des thèmes impossibles à négocier au niveau bilatéral. Il a insisté sur l'importance d'œuvrer à une plus grande ouverture, s'agissant des produits agricoles.

M. le sénateur Ricardo García Cervantes, Vice-Président du Bureau du Sénat de la République, a déclaré officiellement ouvert l'atelier et a transmis les salutations du Président du Sénat, M. le sénateur Carlos Navarrete Ruiz, et du Président de la Commission permanente, M. le sénateur Gustavo Madero. Il a invité les participants à utiliser "la matière première" acquise au cours de cet atelier de façon à la convertir en nouvelles possibilités dans leurs pays respectifs, en tenant compte tout spécialement des difficultés rencontrées dans le passé lors des négociations du *Cycle de Doha*. Il a d'autre part souligné la responsabilité des parlements dans la ratification des engagements internationaux et dans la modification et le contrôle des budgets.

## **2.2 Première séance: Le Programme de Doha pour le développement. État actuel des négociations (y compris sur l'agriculture)**

M. Roberto Zapata, Directeur général des négociations multilatérales et régionales, Ministère de l'économie du Mexique

M. Roberto Zapata a fait le point sur les négociations dans le cadre du *Programme de Doha pour le développement* en mettant particulièrement l'accent sur l'agriculture. Il a commencé par rappeler les faits qui avaient précédé le Cycle de Doha, l'importance des principes fondamentaux qui le caractérisent et, en particulier, l'objectif de développement qui ressort de la *Déclaration de Doha* adoptée par les gouvernements des pays Membres de l'OMC en 2001.

M. Zapata a souligné les difficultés des négociations en cours dues au grand nombre de thèmes traités (il y en a 21) et de pays qui y participent, au niveau des ambitions et aux positions divergentes des différents Membres. Il a présenté, premièrement, le mandat de négociation dans le domaine de l'agriculture et les principales coalitions de groupes de pays qui défendent leurs intérêts dans lesdites négociations. Il a ensuite exposé les objectifs des négociations sur l'agriculture correspondant à leurs trois axes centraux ou "trois piliers": accès aux marchés, subventions à l'exportation et soutien interne. Deuxièmement il a parlé des flexibilités prévues pour tous les Membres, en particulier la désignation d'un pourcentage de lignes tarifaires comme produits sensibles, ainsi que d'une autre série de flexibilités envisagées pour les pays en développement.

En ce qui concerne le pilier "subventions", il a indiqué que l'accord s'était fait sur l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation pour la fin de 2013. Quant au pilier "aide interne", il a exposé la proposition du Président du Groupe de négociation, fondée sur la réduction des aides suivant trois fourchettes. Il a également répété qu'il était important d'intensifier les travaux dans le cadre des groupes de négociation à Genève, de poursuivre les

contacts bilatéraux et de profiter des prochaines réunions ministérielles pour promouvoir et faciliter le dialogue au plus haut niveau politique et faire ainsi en sorte que les négociations soient couronnées de succès.

M. Zapata a souligné combien le Cycle de Doha était important et qu'il devait ainsi constituer une priorité pour les Membres de l'OMC. Il a aussi indiqué que les accords de libre-échange ne seraient couronnés de succès que s'ils s'appuyaient sur un solide système multilatéral mais qu'il fallait comprendre qu'à l'intérieur de ces systèmes multilatéraux, il y avait des questions qui n'étaient négociables à aucun niveau, qu'il soit bilatéral ou régional, et que, de ce fait, l'absence de conclusions pourrait déboucher sur des protectionnismes, tels que ceux qui ont caractérisé la période de la crise économique.

Il a reconnu que le Cycle de Doha représentait aujourd'hui une chance unique d'améliorer toutes les disciplines multilatérales qui sont appliquées dans les pays dont le stade de développement est plus avancé. Il a ajouté qu'il permet également d'améliorer les mécanismes de règlement des différends et qu'il contient des éléments qui favorisent l'application efficace et rapide des résolutions et des recommandations de l'Organe de règlement des différends. À la fin de son intervention, les parlementaires ont pu exprimer leurs doutes et leurs impressions sur sa communication.

*Pour lire la communication de M. Roberto Zapata consulter: [www.e-fipa.org](http://www.e-fipa.org)*

### **2.3 Deuxième séance: Le Programme de Doha pour le développement. État actuel des négociations - Commerce des services et position du Mexique**

Conférencier: Guillermo Malpica Soto, Directeur général des négociations sur les services, Ministère de l'économie du Mexique  
(Séance présidée par M. Edgar Alfonso Gómez Román, Président de la Chambre des représentants colombienne)

M. Guillermo Malpica a exposé l'importance du secteur des services dans l'économie mexicaine. Il a décrit les négociations multilatérales actuelles sur le commerce des services, en rappelant les faits qui les avaient précédées, avant de préciser la façon dont elles se déroulaient.

M. Malpica a indiqué que les négociations sur les services à l'OMC n'ont pas connu les avancées attendues. Il a souligné que les pays veulent progresser dans les domaines de l'agriculture et des biens industriels avant de le faire dans celui des services. Il a mentionné le faible niveau des offres présentées par les pays en la matière à ce jour. Il a également précisé qu'avaient été ajoutés à la discussion de nouveaux thèmes, tels que les services environnementaux et les technologies de l'information et de la communication.

M. Malpica a décrit la participation du Mexique dans le domaine du commerce des services, tant à l'OMC que dans le cadre des accords régionaux et bilatéraux. S'agissant de l'OMC, il a exposé les engagements pris par le Mexique lors du Cycle d'Uruguay et son expérience des différends commerciaux propres à ce domaine. Il a précisé la position du Mexique dans les négociations



actuelles sur les services, à la fois comme demandeur et destinataire de demandes, avant de mettre l'accent sur l'engagement du Mexique dans les négociations commerciales actuelles dans ce domaine.

Mme Rosario Sasieta (Pérou) a précisé, quant à elle, que le Congrès péruvien débattait actuellement d'un projet de loi visant à renforcer la compétitivité dans le domaine des services. M. Héctor Tajam (Uruguay), lui, a posé une question sur le traitement réservé à l'éducation et aux exportations de logiciels dans les négociations sur les services. M. Malpica a alors précisé que les exportations de logiciels faisaient partie du programme des négociations mais que les progrès des négociations sur les services étaient modestes. Il a indiqué que le débat théorique se poursuivait sur le thème du mode 4 comme le seul permettant aux pays en développement de retirer des bénéfices.

*Pour lire la communication de M. Guillermo Malpica Soto consulter: [www.e-fipa.org](http://www.e-fipa.org)*

#### **2.4 Troisième séance: Le Programme de Doha pour le développement. État actuel des négociations – Accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA)**

M. Josep Bosch, Conseiller, Division de l'information et des relations extérieures, Secrétariat de l'OMC

M. Josep Bosch a présenté les négociations sur la libéralisation du commerce des produits non agricoles, essentiellement les produits industriels ou manufacturés, mais aussi d'autres produits tels que le bois, ceux de la pisciculture ou les matières premières. Il a expliqué la différence entre ces derniers et ceux sur lesquels portent les négociations parallèles sur l'agriculture. Les deux séries de négociations sont liées puisque les Membres ont pour mandat de parvenir à un équilibre entre les deux.

Après avoir donné plusieurs définitions techniques telles que celle d'un tarif douanier ou des mesures non tarifaires, il a centré son exposé sur les négociations actuelles. S'agissant de la réduction des droits de douane, l'accord s'est fait sur l'emploi d'une formule mathématique aux coefficients différents selon les groupes de pays dont les caractéristiques ont fait l'objet de négociations depuis 2001. C'est ainsi que les pays développés auront un coefficient inférieur, en d'autres mots ils devront réduire davantage leurs droits sur les produits industriels.

L'intervenant a expliqué le mandat concret sur lequel les ministres se sont mis d'accord puis les nombreuses exceptions et flexibilités appliquées aux pays en développement, compte tenu de leurs situations particulières. Il s'agit d'éviter par ce biais une formule applicable à tous, puisqu'il est tenu compte des besoins des pays en développement.

Enfin, des explications ont été données sur les négociations relatives à l'instauration de disciplines visant les mesures non tarifaires, telles que les prescriptions techniques, les procédures douanières, les prescriptions en matière d'hygiène ou de sécurité des aliments, etc. Une série de questions a été posée. Les réponses ont été données au sujet des doutes des parlementaires sur des aspects concrets des négociations et sur d'autres plus généraux concernant l'OMC.

*Pour lire la communication de M. Josep Bosch consulter: [www.e-fipa.org](http://www.e-fipa.org)*

## **2.5 Première table ronde pour les parlementaires**

Modérateur: M. le sénateur Ricardo García Cervantes, Vice-Président du Sénat mexicain

Au cours de cette table ronde, les participants ont parlé du rôle joué par l'OMC parallèlement aux accords de libre-échange et de l'importance du renforcement d'un système multilatéral. Ils sont convenus que l'on vit aujourd'hui dans un contexte propice à toutes les disciplines multilatérales puisque les pays développés sont plus sensibles aux difficultés des moins développés.

Ils ont également mis l'accent sur le rôle que joue le Mexique en matière de services au sein de l'OMC. Ils ont néanmoins signalé qu'il restait à relever des défis et que certaines sections des accords de libre-échange signés par le Mexique pourraient procurer de plus grands bénéfices. Ils ont souligné que, pour ce faire, il était indispensable d'avoir une plus grande ouverture aux marchés internationaux.

## **2.6 Quatrième séance – Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC: introduction et état actuel des négociations**

M. Jorge Castro, Conseiller, Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'OMC

M. Carlos Véjar Borrego, Conseiller général aux négociations, Ministère de l'économie du Mexique

M. Jorge Castro a expliqué les règles et procédures de cette institution multilatérale qui régissent le règlement des différends entre ses Membres. Il a rappelé l'origine de ce système ainsi que ses caractéristiques fondamentales. Puis il a décrit l'expérience des pays qui ont participé à ce mécanisme, en mettant en relief le cas des pays en développement.

Le conférencier a identifié les principaux obstacles que ces pays rencontrent afin d'utiliser ce mécanisme de règlement des différends pour participer activement au système commercial multilatéral. S'appuyant sur cette expérience, il a décrit comment de nombreuses nations en développement, y compris des pays de l'hémisphère occidental tels que le Canada, le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Chili, sont devenues des utilisateurs importants du système de règlement des différends de l'OMC.

M. Carlos Véjar, du Ministère de l'économie du Mexique, a ensuite exposé l'expérience que son pays a faite du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Le Mexique se place au cinquième rang des Membres de l'OMC qui ont eu recours à ce système afin de contester des mesures prises par d'autres pays affectant les exportations mexicaines. M. Carlos Véjar a également expliqué le rôle actif joué par des experts mexicains en tant que membres de groupes spéciaux appelés à régler des différends et a rappelé la désignation récente d'un juriste mexicain à l'un des sept sièges de l'Organe d'appel permanent de l'OMC.

*Pour lire les communications de MM. Jorge Castro et Carlos Véjar Borrego consulter: [www.e-fipa.org](http://www.e-fipa.org)*



## **2.7 Cinquième séance-Le système multilatéral et les nouveaux accords commerciaux régionaux**

M. Gustavo Vega Cánovas, Directeur du Centre d'études internationales, Colegio de México  
(Président de séance: M. Oswald Harding, Président du Sénat jamaïcain)

M. Vega a indiqué que la prolifération des accords commerciaux régionaux, qui avait commencé en 1980 – plus de 200 de ces accords ayant été à ce jour enregistrés à l'OMC – avait donné lieu à un débat entre presque tous les secteurs au sujet des incidences de ces accords sur le régime commercial multilatéral. M. Vega a donné, pour faire mieux comprendre le phénomène, quelques éléments d'analyse tels que les facteurs qui l'expliquent, la compatibilité entre ces accords et l'OMC, les raisons qui ont poussé le Mexique et les pays d'Amérique centrale à négocier des accords de libre-échange avec les États-Unis, et enfin les incidences des accords commerciaux négociés par le Mexique sur sa place dans le commerce international.

Il a affirmé que, de l'avis de nombre d'économistes et de fonctionnaires internationaux éminents qui reconnaissent que l'OMC a toute compétence pour autoriser des accords commerciaux régionaux, il n'en existe pas moins une incompatibilité fondamentale entre le multilatéralisme et le régionalisme. Il a expliqué que la principale critique adressée au régionalisme par les tenants du multilatéralisme est que les accords régionaux faussent le commerce et l'investissement et menacent de faire éclater le système commercial multilatéral en blocs antagonistes. Il a souligné qu'un des principaux avantages de l'OMC était l'assurance que les principes de non-discrimination et de la nation la plus favorisée prévalent dans les négociations commerciales.

En revanche, M. Vega a indiqué que le régionalisme présentait un avantage car un des principaux problèmes auxquels sont confrontés de plus en plus souvent les cycles de négociations multilatérales est que la conclusion des accords prend beaucoup plus de temps et s'avère très difficile du point de vue politique. M. Vega a signalé que les effets dynamiques des accords régionaux peuvent aller au-delà de la création de courants d'échanges et favoriser des gains de compétitivité et d'efficacité d'un groupe de pays, qui seront ainsi en mesure de consommer des importations mondiales plus importantes.

M. Vega en a donc conclu que les accords régionaux peuvent être perçus comme une stratégie compatible avec l'OMC et susceptible même de renforcer ses objectifs. Il a également expliqué les raisons pour lesquelles ont été négociés l'ALENA et l'ALEAC ainsi que les incidences de ces derniers sur le commerce mexicain.

*Pour lire la communication de M. Gustavo Vega Cánovas consulter: [www.e-fipa.org](http://www.e-fipa.org)*

## **2.8 Sixième séance – La politique de la concurrence et le système commercial multilatéral à l'heure de la crise économique mondiale**

M. Eduardo Pérez Motta, Président de la Commission fédérale de la concurrence

M. Eduardo Pérez Motta a expliqué que la crise avait mis en évidence un problème structurel de l'économie mexicaine: sa faible croissance, comme le montre une comparaison de l'évolution du PIB par habitant au niveau mondial. Ce problème, selon M. Pérez Motta, va de pair avec un bas niveau de compétitivité. Là aussi, les enquêtes effectuées indiquent que, même avant la crise, le soutien à l'économie de marché était faible au Mexique.

Il a également souligné qu'institutions nationales et internationales s'accordaient à dire qu'une politique économique orientée vers la concurrence et l'efficacité des marchés est un outil fondamental pour résoudre les problèmes de la croissance molle et des inégalités. L'absence de concurrence est un facteur qui freine de façon décisive la compétitivité au Mexique et dans le même temps accentue l'inégalité des revenus, restreignant ainsi le bien-être des consommateurs.

Se référant aux débats qui ont eu lieu lors du Forum public 2009 de l'OMC, M. Pérez Motta a mis l'accent sur le rôle fondamental que peut jouer le lien entre la politique commerciale et la politique de la concurrence pour faciliter la reprise économique dans le contexte de la crise économique mondiale. Il a cité plusieurs exposés présentés par des spécialistes du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'Afrique du Sud et de la France qui, lors de leurs interventions au cours du Forum, avaient mis en relief l'importance de certaines politiques nationales de la concurrence solides.

*Pour lire la communication de M. Eduardo Pérez Motta consulter: [www.e-fipa.org](http://www.e-fipa.org)*

## **2.9 Seconde table ronde pour les parlementaires**

Modérateur: M. le sénateur Alberto Grillón Conigliaro (Paraguay)

Cette table ronde a abordé des thèmes centrés sur les différends qui se sont fait jour entre les pays Membres de l'OMC. Les participants ont proposé de nouveaux systèmes pour les régler, sachant que le principal objectif de l'OMC est de résoudre ces différends et de faire de son mieux pour que règne l'harmonie entre ses Membres. Par ailleurs, il a été question de la prolifération excessive des accords commerciaux entre les différents pays et de leur fréquente improductivité due au manque de suivi. Un autre aspect discuté par les participants a été la nécessité de rendre prioritaire la mise en place de politiques tournées vers l'égalité entre les pays concurrents.

## **2.10 Septième séance – Défis du développement et libéralisation des échanges: pauvreté et égalité des sexes**

Mme Alma Espino, Présidente et coordinatrice du service chargé des questions de développement et d'égalité des sexes, Centre interdisciplinaire d'études sur le développement, Uruguay  
(Président de séance: M. Delroy Chuck, Président de la Chambre des représentants jamaïcaine)

L'exposé de Mme Alma Espino comportait trois parties: elle a tout d'abord décrit les relations complexes entre commerce international, croissance, pauvreté et inégalités; puis elle a abordé,



de façon plus spécifique, les incidences de la libéralisation commerciale sur les inégalités entre les sexes et, finalement, a proposé une analyse des négociations du Cycle dans différents secteurs du point de vue de l'égalité des sexes.

Mettant en relief les différences entre les effets théoriques de la libéralisation et la réalité, Mme Espino a expliqué que l'expérience avait démontré que les inégalités avaient tendance à se reproduire au cours des processus de libéralisation du commerce. Elle a indiqué que la croissance, comme fruit d'une plus grande ouverture commerciale, ne contribue pas nécessairement à réduire la pauvreté, qu'elle soit absolue ou relative. Elle a d'autre part souligné que ces inégalités apparaissent encore plus complexes quand le critère de l'égalité des sexes est pris en compte. Elle a précisé que si, d'un côté, l'ouverture du commerce tend à augmenter les possibilités d'emploi pour la main-d'œuvre féminine, ce qui peut contribuer à une plus grande autonomie de la femme, il n'en demeure pas moins –a-t-elle observé – que les différences de salaire entre hommes et femmes ne changent pas pour autant et que ces dernières restent plus vulnérables à l'exploitation au travail. Mme Espino a également insisté sur la nécessité de politiques publiques qui prennent en compte la procréation, susceptible de limiter les bénéfices tirés par les femmes de la libéralisation du commerce.

Mme Espino a aussi parlé des négociations en cours dans le cadre du Cycle de Doha. Elle a signalé les tensions croissantes entre demande de travail productif et procréation dont l'Accord sur l'agriculture pourrait être la cause pour les femmes du monde rural. Elle a aussi évoqué le risque que présentait, pour le travail non rémunéré de la femme, une réduction de la fourniture de services publics résultant de l'Accord général sur le commerce des services. Enfin, s'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, Mme Espino a expliqué les dangers liés à la désindustrialisation de certains secteurs pour la main-d'œuvre féminine.

*Pour lire la communication de Mme Alma Espino consulter: [www.e-fipa.org](http://www.e-fipa.org)*

### **2.11 Huitième séance – La dimension parlementaire du commerce**

Mme María Pérez-Esteve, Conseillère, Division de l'information et des relations extérieures, Secrétariat de l'OMC

Débat animé par M. le sénateur Rubén Fernando Velázquez López

Le dernier module de l'atelier a offert un espace de réflexion sur le rôle des parlementaires dans le domaine de la politique commerciale. Mme María Pérez-Esteve a ouvert le débat en posant aux parlementaires les questions suivantes: I) Quel rôle pourraient ou devraient jouer les parlementaires afin d'utiliser les espaces politiques créés par les Accords de l'OMC pour atteindre les objectifs nationaux de développement, de sensibiliser les citoyens aux thèmes relatifs à la politique commerciale et de communiquer leurs intérêts, et enfin d'effectuer le suivi de la mise en œuvre des accords commerciaux? II) Quelle a été à ce jour l'expérience de votre parlement, s'agissant des questions commerciales et des négociations dans le cadre de l'OMC? et III) Quelles mesures pratiques, tant au niveau national qu'au niveau d'instances internationales comme le FIPA et l'OMC, les aideraient à jouer un rôle plus actif dans ce domaine?

En réponse à ces questions, les parlementaires ont insisté sur la nécessité d'assurer dès le début la participation des parlements aux débats sur la politique commerciale ainsi qu'à l'examen des incidences budgétaires des accords commerciaux avant leur ratification. Ils ont estimé que l'OMC devait tenir informés périodiquement les parlementaires par le biais d'activités d'assistance technique plus nombreuses et, par exemple, par la création d'une instance réunissant toutes les parties intéressées (exécutif, secteur privé, société civile). Ils ont également souligné la nécessité de renforcer le rôle des législateurs, afin que les citoyens aient une plus grande confiance dans les institutions parlementaires.

Plusieurs ont ainsi insisté sur l'utilité d'outils comme l'atelier FIPA/OMC et certains d'entre eux ont dit tout l'intérêt qu'ils voyaient à ce que des activités semblables se déroulent dans leur pays.

Quant au suivi de la mise en œuvre des accords commerciaux, les participants ont estimé qu'il était nécessaire que les parlementaires reçoivent des informations de première main sur les effets de cette mise en œuvre de façon à pouvoir à leur tour informer les producteurs de leur pays, en particulier les plus petits, plus réticents à accepter les Accords de l'OMC et persuadés parfois que les parlementaires travaillent contre leurs intérêts quand ils défendent la libéralisation du commerce.

Faisant part de son expérience propre, le Canada a indiqué qu'il avait invité M. Lamy à présenter l'état des négociations de Doha à ses parlementaires et que le besoin de recevoir davantage d'informations de la part d'experts de l'OMC avait été souligné. Le succès avec lequel le Chili avait libéralisé son commerce en obtenant le soutien des parties intéressées au niveau national a également été souligné. S'agissant des mesures pratiques, l'accent a été mis sur la nécessité d'investir dans une éducation adaptée à chaque secteur de la population, de promouvoir la communication afin d'éviter les malentendus et d'inviter des experts techniques.

## **2.12 Clôture**

La cérémonie de clôture de l'atelier s'est déroulée une fois la dernière séance thématique achevée. Y ont participé Mme Betty Amores, membre de l'Assemblée équatorienne; M. Delroy Chuck, Président de la Chambre des représentants jamaïcaine; Mme la députée Marta Isasi Barbieri (Chili); Mme María Pérez-Esteve (OMC); et M. le sénateur Rubén Fernando Velázquez López (Mexique).

Au nom du FIPA et de l'OMC, des remerciements particuliers ont été adressés au Sénat mexicain, en particulier à Mme la sénatrice Adriana González Carrillo et son équipe, ainsi qu'à la Coordination générale des affaires internationales et des relations parlementaires, pour leur collaboration lors des préparatifs et du déroulement de l'activité. Les organisateurs ont, de leur côté, exprimé leur gratitude aux conférenciers et aux modérateurs pour leur précieuse contribution aux travaux de l'atelier, et à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour son soutien financier. Enfin la Chambre des députés mexicaine et le Ministère des relations extérieures ont été remerciés pour leur hospitalité et leur soutien.



### 3. Conclusions

Le commerce est une activité fondamentale pour la prospérité et le bien-être social des êtres humains. Nombre des produits que nous achetons, des services que nous utilisons et des aliments que nous consommons dépendent du commerce extérieur. La mission de l'OMC consiste à établir les règles qui régissent les activités commerciales et à préserver et faciliter leur fonctionnement. L'atelier qui s'est déroulé à Mexico du 20 au 22 mai 2010 a donné aux législateurs l'occasion d'approfondir leur connaissance du fonctionnement de l'OMC et de recevoir une information actualisée sur l'état des négociations en cours.

En effet, les parlements jouent un rôle essentiel concernant les accords commerciaux multilatéraux, bilatéraux et régionaux du fait de leur intervention décisive dans leur ratification et dans la formulation du cadre juridique du commerce. Ils sont en outre le lien direct avec les citoyens, de plus en plus intéressés par les négociations commerciales. Ils exercent donc une fonction capitale: d'un côté, ils veillent à ce que l'OMC soit comprise et acceptée dans leurs pays respectifs et, de l'autre, ils adaptent les nouvelles obligations internationales aux intérêts et aux besoins nationaux.

Les différentes interventions des conférenciers et des participants ont permis de faire mieux connaître le système commercial multilatéral tel qu'il existe aujourd'hui, des négociations en cours dans le cadre du *Programme de Doha pour le développement* et des programmes commerciaux bilatéraux et régionaux. Les parlementaires ont pu ainsi se faire une idée plus précise des points qui doivent être améliorés. Bien que les défis soient considérables, la ferme volonté de rechercher des solutions existe et il revient à chaque législateur d'agir en conséquence.

Vu l'importance de parvenir à une meilleure entente en matière de commerce et le succès de cet atelier tant pour les participants que pour les organisateurs, il importe de ne pas négliger la possibilité de continuer à organiser périodiquement d'autres réunions de ce type.

## 4. Annexes

### 4.1 Annexe 1 – Liste des participants

#### PARLEMENTAIRES

##### Antigua-et-Barbuda

M. Chanlah Codrington, représentant

##### Belize

M. Douglas Singh, sénateur

##### Canada

Mme Céline Hervieux-Payette, sénatrice

M. Peter Franklin Goldring, député

M. Randy Hoback, député

##### Chili

M. Carlos Raúl Cantero Ojeda, sénateur

Mme Marta Isasi Barbieri, députée

M. Fernando Meza Moncada, député

##### Colombie

M. Edgar Alfonso Gómez Román, représentant,  
Président de la Chambre des représentants

M. James Britto Peláez, représentant

##### Cuba

M. Leonardo Eugenio Martínez López, député

M. Roberto Siro Verrier Castro, député

##### Équateur

M. Fernando Aguirre, membre de l'Assemblée

Mme Betty Amores, membre de l'Assemblée

Mme Sheznarda Seirina Fernández Doumet,  
membre de l'Assemblée

##### Grenade

M. Michael Church, représentant

##### Guatemala

M. Gustavo Ernesto Blanco Segura, député

##### Jamaïque

M. Oswald Harding, sénateur, Président du Sénat

##### Jamaïque (continuation)

M. Delroy Chuck, représentant, Président de la  
Chambre des représentants

##### Mexique

M. Ricardo García Cervantes, sénateur

Mme Adriana González Carrillo, sénatrice

Mme Yeidckol Polevnsky Gurwitz, sénatrice

Mme Martha Leticia Sosa Govea, sénatrice

M. Rubén Fernando Velázquez López, sénateur

Mme Alejandra Noemi Reynoso Sánchez, députée

##### Paraguay

M. Carlos Roger Caballero Fioro, sénateur

M. Alberto Grillón Conigliaro, sénateur

M. Aristides da Rosa Cano, député

M. Edgar Domingo Venialgo Recalde, député

##### Pérou

M. Jorge Rafael Foinquinos Mera, membre du  
Congrès

M. Elías Nicolás Rodríguez Zavaleta, membre du  
Congrès

Mme Antonina Rosario Sasieta Morales, membre  
du Congrès

##### Saint-Kitts-et-Nevis

M. Timothy Harris, représentant

##### Sainte-Lucie

Mme Charlotte Tessa Mangal, sénatrice

M. Edmund Estephane, député

##### Uruguay

M. Gonzalo Mujica, représentant

M. Héctor Vicente Tajam Cabrera, représentant

#### CONFÉRENCIERS

M. Josep Bosch, Secrétariat de l'Organisation  
mondiale du commerce



WORLD TRADE ORGANIZATION  
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE  
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO



[www.e-fipa.org](http://www.e-fipa.org)

### **CONFÉRENCIERS (continuation)**

M. Jorge Castro, Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce

Mme Alma Espino, Centre interdisciplinaire d'études sur le développement – Uruguay

M. Guillermo Malpica Soto, Ministère de l'économie du Mexique

Mme María Pérez-Esteve, Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce

M. Eduardo Pérez Motta, Président de la Commission fédérale de la concurrence

M. Gustavo Vega Cánovas, Colegio de México

M. Carlos Véjar Borrego, Ministère de l'économie du Mexique

M. Roberto Zapata, Ministère de l'économie du Mexique

### **AUTRES PARTICIPANTS**

M. Leif-Erik Aune, Parlement canadien

M. Michael Holden, Parlement canadien

Mme Keisha Kal Witter, Ambassade de la Jamaïque au Mexique

M. David Orozco, Sénat mexicain

M. Georges Tadros, Centre parlementaire canadien

### **SECRÉTARIAT TECHNIQUE DU FIPA**

Mme Emmanuelle Pelletier, Secrétaire exécutive

## 4.2 Annexe 2 - Programme

ATELIER REGIONAL  
POUR LES PARLEMENTAIRES DES AMERIQUES  
LE CYCLE DU DEVELOPPEMENT DE DOHA: DEFIS ET POSSIBILITES POUR LA REGION  
MEXICO, MEXIQUE  
20-22 MAI 2010

### PROGRAMME

#### MERCREDI 19 MAI

Après-midi et soirée      Transfert des participants de l'aéroport international de Mexico à l'hôtel Hilton Mexico City Reforma

*Hilton Mexico City Reforma  
Ave. Juárez 70, Colonia Centro, CP 06010 México DF  
Tél.: +52 (55) 5130 5300 poste 4504, Dir. 5130 5299  
Fax: (5255) 5130 5285*

#### JEUDI 20 MAI

8 h 30                      Rencontre dans le hall de l'Hôtel Hilton Mexico City Reforma et départ à pied vers le Sénat

9 h 00            10 h 00      **Cérémonie d'ouverture**  
*Sénat, patio central  
(entre les rues Donceles et Xicoténcatl du Centre historique de la Ville de Mexico)*

**Mme Adriana González Carrillo, sénatrice**

Secrétaire de la Commission des relations extérieures du Sénat mexicain et membre du Comité exécutif du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA)

**Mme María Pérez-Esteve**

Conseillère, Division de l'information et des relations extérieures, Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

**M. Felipe Solís Acero, député**

Vice-Président du Bureau de la Chambre des députés mexicaine

**M. Ricardo García Cervantes, sénateur**

Vice-Président du Bureau du Sénat mexicain



**Mme l'Ambassadrice Eréndira Araceli Paz Campos**

Directrice générale, Organismes économiques régionaux et multilatéraux,  
Ministère des relations extérieures du Mexique

**M. Eduardo Javier Ramos Dávalos**

Chef de l'Unité de coordination des négociations internationales, Ministère de  
l'économie du Mexique

- |         |         |  |
|---------|---------|--|
| 10 h 00 | 10 h 30 | Départ pour l'hôtel Hilton Mexico City Reforma et installation dans le salon Don Diego   |
| 10 h 30 | 11 h 45 | <b>Première séance: Le Programme de Doha pour le développement. État actuel des négociations (y compris sur l'agriculture)</b><br><i>Salon Don Diego, Hôtel Hilton Mexico City Reforma</i><br>Roberto Zapata, Directeur général des négociations multilatérales et régionales, Ministère de l'économie du Mexique      |
| 11 h 45 | 13 h 00 | <b>Deuxième séance: Le Programme de Doha pour le développement. État actuel des négociations – Commerce des services et position du Mexique</b><br>Guillermo Malpica Soto, Directeur général des négociations sur les services, Ministère de l'économie du Mexique<br>Séance présidée par M. Edgar Alfonso Gómez Román |
| 13 h 00 | 14 h 30 | Déjeuner offert par le Ministère des relations extérieures du Mexique<br><i>Salon José María Morelos, premier étage, Ministère des relations extérieures</i><br><i>Ave. Juárez No. 20, Col. Centro, Del. Cuauhtémoc</i>  |
| 14 h 30 | 16 h 00 | <b>Troisième séance: Le Programme de Doha pour le développement. État actuel des négociations – Accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA)</b><br>Josep Bosch, Conseiller, Division de l'information et des relations extérieures, Secrétariat de l'OMC  |
| 16 h 00 | 16 h 15 | Pause  |
| 16 h 15 | 17 h 30 | <b>Table ronde pour les parlementaires sur les thèmes exposés</b><br>Modérateur: Ricardo García Cervantes, sénateur, Vice-Président du Sénat mexicain  |
| 19 h 30 | 21 h 30 | Dîner<br><i>Hôtel Hilton Mexico City Reforma</i>   |

VENDREDI 21 MAI

- |         |         |  |
|---------|---------|--|
| 9 h 00  | 11 h 00 | <b>Quatrième séance: Mémoire d'accord sur le règlement des différends, introduction et état actuel des négociations</b><br><i>Salon Don Diego, Hôtel Hilton Mexico City Reforma</i><br><br>Jorge Castro, Conseiller, Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'OMC<br>Carlos Vejar Borrego, Conseiller général aux négociations, Ministère de l'économie du Mexique |
| 11 h 00 | 11 h 15 | Pause  |
| 11 h 15 | 13 h 00 | <b>Cinquième séance: Le système multilatéral et les nouveaux accords commerciaux régionaux</b><br>Gustavo Vega Cánovas, Directeur du Centre d'études internationales, Colegio de México<br>Séance présidée par M. Oswald Harding, Président du Sénat jamaïcain   |
| 13 h 00 | 14 h 30 | Déjeuner offert par la Chambre des députés mexicaine<br><i>Club de Banqueros</i><br><i>Ave. 16 de Septiembre No. 27, Centre historique, Del. Cuauhtémoc</i>  |
| 14 h 30 | 16 h 00 | <b>Sixième séance: La politique de la concurrence et le système commercial multilatéral à l'heure de la crise économique mondiale</b><br>Eduardo Pérez Motta, Président de la Commission fédérale de la concurrence (à confirmer)  |
| 16 h 00 | 16 h 15 | Pause  |
| 16 h 15 | 17 h 30 | <b>Table ronde pour les parlementaires sur les thèmes exposés</b><br>Modérateur: Alberto Grillón Conigliaro, sénateur de la République du Paraguay   |
| 19 h 00 | 21 h 00 | Dîner offert par le Sénat mexicain<br><i>Gran Hotel de la Ciudad de México</i><br><i>Ave. 16 de Septiembre No. 82, Centre historique</i>   |



SAMEDI 22 MAI

- 9 h 00 10 h 30 **Septième séance: Défis du développement et libéralisation des échanges: pauvreté et égalité des sexes**  
*Salon Don Diego, Hôtel Hilton Mexico City Reforma*  
Séance présidée par M. Delroy Chuck, Président de la Chambre de représentants jamaïcaine
- Alma Espino, Présidente et coordonnatrice du service chargé des questions de développement et d'égalité des sexes, Centre interdisciplinaire d'études sur le développement, Uruguay
- 10 h 30 10 h 45 Pause
- 10 h 45 13 h 00 **Huitième séance: La dimension parlementaire du commerce**  
María Pérez-Esteve, Conseillère, Division de l'information et des relations extérieures, Secrétariat de l'OMC  
Séances en petits groupes  
Rapports des petits groupes à la séance plénière
- Modérateur: Rubén Fernando Velázquez López, sénateur
- 13 h 00 13 h 15 **Évaluation de l'atelier et recommandations en vue d'activités futures**  
Questionnaire
- 13 h 15 13 h 30 **Observations finales et clôture**
- 13 h 30 14 h 30 Déjeuner  
*Hôtel Hilton Mexico City Reforma*
-

**Secrétariat technique du FIPA**

500 – 165 Sparks St.  
Ottawa, Ontario K1P 5B9  
Canada

Foro Interparlamentario de las Américas  
Fórum Interparlamentar das Américas



Forum interparlementaire des Amériques  
Inter-Parliamentary Forum of the Americas

Tél.: + 1 (613) 594-5222  
Fax: + 1 (613) 594-4766  
info@e-fipa.org

**[www.e-fipa.org](http://www.e-fipa.org)**

**Organisation mondiale du commerce**

Division de l'information et des relations extérieures  
Rue de Lausanne 154  
CH – 1211 Genève 21  
Suisse



WORLD TRADE ORGANIZATION  
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE  
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO

Tél.: + 41 22 739 5007  
Fax: + 41 22 739 5458  
enquiries@wto.org

**[www.wto.org](http://www.wto.org)**